ELECTIONS LEGISLATIVES - SCRUTIN DU 21 MARS 1993
7e circonscription des Bouches du Rhône

PARTI DES TRAVAILLEURS

Membre de l'Alliance européenne des travailleurs (AET)

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le Parti des travailleurs, qui présente 85 candidats aux élections législatives et soutient plusieurs candidatures d'unité ouvrière, sait bien, comme vous, qu'aucune "solution miracle" ne sortira des urnes le jour des élections.

Et pourtant, tout le pays se pose cette question :

Quelle solution pour les 3 millions de chômeurs reconnus officiellement, les travailleurs précaires, les sans-abri ; pour les paysans ruinés, pour les millions de salariés et d'artisans dont le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer ; pour les jeunes sans avenir ?

La seule solution n'est-elle pas de mettre un terme à cette politique, commune à la droite et à "la gauche", qui détruit tous les acquis, toutes les conditions de vie et de travail, au nom de la crise économique ? Politique qui a conduit à Marseille, comme dans beaucoup d'autres villes, à la destruction de la quasi-totalité des industries et des activités portuaires.

Politique qui a conduit à un développement sans précédent du chômage qui frappe avec brutalité les quartiers ouvriers du nord de Marseille et qui ne laisse plus aucun avenir à la jeunesse. Politique qui trouve son origine dans le viol du mandat que Mitterrand et la majorité PS-PCF avaient sollicité du peuple en 1981 pour, disaient-ils, *"rompre avec le capitalisme"*. C'est le résultat de leur soumission aux institutions antidémocratiques de la Ve République, de leur "réconciliation avec l'entreprise et le patronat".

L'issue réside dans l'unité qui commence à se réaliser dans les grèves et manifestations. Ce qui conduit les paysans à se révolter, les ouvriers, les cheminots, les postiers à manifester et à faire grève, c'est le refus de cette politique.

La seule solution, c'est le rassemblement de toutes les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse, la réalisation de l'unité des villes et des campagnes avec les organisations. Dans ces élections comme dans toutes ses activités, le Parti des travailleurs n'a pas d'autre but que de contribuer à la réalisation de cette unité.

IL N'Y A AUCUNE FATALITE AU CHOMAGE, A LA PRECARITE...

On ose nous dire qu'il n'y a pas assez d'argent pour l'emploi, les salaires, l'école, la Sécurité sociale et les retraites. Et pourtant, ils sont tous d'accord pour :
- dépenser 25 millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'Irak;
- verser 150 milliards dans la poche des spéculateurs sous prétexte de défendre le Franc;
- exonérer les capitalistes de 35 milliards de charges sociales entre 1986 et 1991;
- détourner 40 milliards de fonds publics par an au profit de l'école confessionnelle.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le Parti des travailleurs a été constitué les 10 et 11 novembre 1991 par des travailleurs, militants et courants du mouvement ouvrier de toutes origines (PS et ex-PS, PCF et ex-PCF, trotskystes, syndicalistes, élus...) Certains d'entre eux s'étaient auparavant regroupés dans le Mouvement pour un parti des travailleurs pour œuvrer à la construction d'un tel parti.
Le Parti des travailleurs édite l'hebdomadaire *Informations ouvrières*.
Le Parti des travailleurs est membre de l'AET et de l'Entente internationale des travailleurs.

NON AUX LICENCIEMENTS, NON A LA POLITIQUE DU PARTAGE DU TRAVAIL ET DES REVENUS ! DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS, AVEC UN VRAI SALAIRE !

Et maintenant, les mêmes voudraient nous imposer le partage du travail et des revenus. Ils ajoutent en chœur : “sauf les bas salaires”. Où commence un “bas salaire” ? Un CES (contrat emploi solidarité) à 2 500 F ? Le RMI ? Le SMIC n’est-il pas, en comparaison, un “haut salaire” qu’il faudrait partager ? Ce sont les mêmes qui licencient par centaines et milliers les salariés, et les remplacent par des CES pour quelques mois, sans garantie, sans droits, à 2 500 F par mois.

Voilà la réalité du “partage du travail” : la baisse du salaire, la progression du chômage... et une fantastique augmentation des profits en bourse.

NON AUX PRIVATISATIONS

On ferme les écoles, on privatise les cantines scolaires, on ferme la poste, on liquide la santé publique, tous les services publics au nom des impératifs de la rentabilité. Le droit de se soigner, le droit aux retraites, serait devenu un luxe.

Dans le monde entier, cette politique conduit à la misère. Contre cette politique, un Rassemblement international se tiendra le dimanche 20 juin 1993 à Paris (Zénith), avec la participation de délégations de 75 pays.

DEFENSE DE L’INSTRUCTION PUBLIQUE

La laïcité est en danger. En cette année du bicentenaire de la République, un accord sans précédent a été signé entre l’Etat et les dirigeants de l’Eglise catholique. Le budget de l’Education nationale pour 1993, sur lequel les députés PCF se sont abstenus, accorde 40 milliards à l’école privée et confessionnelle. Ce budget prévoit la suppression de milliers de classes et de postes d’enseignants, notamment dans les quartiers les plus défavorisés (menace de fermeture du Lycée d’enseignement professionnel (LEP) Marie Laurencin dans le XIVe arrondissement).

La défense de l’école publique exige : Fonds publics à l’école publique, fonds privés à l’école privée !

NON A LA GUERRE !

Sous couvert de “guerres humanitaires”, ce sont des guerres contre les peuples qui sont menées. Sous le drapeau de l’ONU, une politique dictée par le gouvernement des USA et à sa suite les gouvernements français, britannique, est mise en œuvre. Personne ne veut la guerre. Les jeunes appelés ou engagés veulent un avenir, les jeunes veulent du travail.

Retrait des troupes françaises engagées en Irak, en Yougoslavie, en Somalie...!

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Voici ce que pourrait être un mandat ouvrier. Ils sont nombreux ceux qui, soucieux de protéger le régime, nous diront qu’il est irréaliste. Et pourtant, leur réalisme, nous l’avons vu à l’œuvre, il conduit à la catastrophe.

Oui, le réalisme, c’est de préparer le mouvement qui va rassembler, tous ensemble, ouvriers et paysans avec les organisations, qui imposera la satisfaction des revendications.

Le réalisme, c’est instaurer la démocratie, ouvrir la voie à la constitution d’un gouvernement ayant la volonté et la force d’abroger les institutions antidémocratiques de la Ve République, un gouvernement qui soit l’émanation de la volonté du peuple, et dont la légitimité sera fondée sur une Assemblée constituante souveraine.

Vu, le candidat

Votez pour Corinne RAYNAUD,

Cadre Sécurité sociale

(suppléant Jean-Marie JOFFRE, Directeur d’école),

candidate du Parti des Travailleurs !

Parti des travailleurs - Fédération des Bouches du Rhône - 95 rue Marengo 13006 Marseille - 91-47-31-75

Rapid'Imprim - Pertuis